

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Bourges, le 23/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXEREAL

Lieu-dit :Bois des Brûlis
36130 MONTIERCHAUME

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté Lieu-dit :Bois des Brûlis 36130 MONTIERCHAUME. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Lieu-dit :Bois des Brûlis 36130 MONTIERCHAUME
- Code AIOT dans GUN : 0010005610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AXEREAL est autorisée à exploiter un silo de stockage de céréales par arrêté préfectoral d'autorisation n° 92-E-2545 du 3 décembre 1992, complété par l'arrêté n°2006-06-210 du 26 juin 2006. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 15 décembre 2017.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage de céréales (rubrique n° 2160.2a) sous le régime de l'autorisation, la quantité maximale stockée étant de 24 400 m³ ;
- stockage d'engrais liquide (rubrique n° 2175) sous le régime de la déclaration, la quantité maximale stockée étant de 1 500 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : examen de la conformité des installations de stockage de céréales par rapport à certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2006 et

de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4-Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
5-Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1-Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
2-Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
3-Installations de protection contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
6-Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	/	Sans objet
7-Émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
8-Mesures de prévention pour éviter un auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
9-Installations de manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1-Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Des plans d'évacuation incendie sont affichés à l'entrée de chaque silo ainsi que des plans des différentes zones ATEX des silos. L'inspection a vérifié la présence de consignes sécurité à l'entrée du silo métallique. L'ensemble des consignes sécurité s'appliquant sur le site est répertorié dans un dossier. Les permis de feu sont délivrés suivant la procédure de délivrance établi par le groupe AXERREAL. Pour toute intervention d'une entreprise extérieure, un plan de prévention est également établi. Plusieurs permis de feu ont été examinés. Ces permis mentionnent notamment le nom de l'intervenant, le visa du responsable des travaux ainsi que la nature de ceux-ci. En application de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2006, ce permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none">• les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;• la durée de validité ;• le type de matériel pouvant être utilisé ;• les mesures de prévention à prendre ;• le visa de l'opérateur ;• l'heure et la date effectives de début et de fin des travaux. La durée de validité du permis peut être d'une semaine maximum, pour des travaux identiques sur le même matériel. Le modèle de permis de feu prévoit un contrôle post-travaux quotidien. Les permis examinés (juin 2020 à mai 2022) sont correctement renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2-Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté les rapports relatifs aux contrôles des installations de protection contre la foudre, réalisés par un organisme de contrôle accrédité QUALIFOUDRE : <ul style="list-style-type: none">• vérification visuelle : 15/11/2019 (aucune non-conformité relevée) ;• vérification complète : 14/12/2020 (aucune non-conformité relevée) ;• vérification visuelle : 17/11/2021 (aucune non-conformité relevée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3-Installations de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">• le plan des installations avec indication des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître, les mesures de protection définies à l'article 10, les moyens de lutte contre l'incendie, les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.• les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;• et le cas échéant :<ul style="list-style-type: none">• la procédure d'inertage ;• la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Un prestataire a vérifié les extincteurs le 7/03/2022 et la colonne sèche le 11 juin 2021. Les rapports correspondants ont été consultés, ils n'appellent pas de remarque particulière. Les éventuelles mises à niveau nécessaires à la remise en état des équipements de lutte contre l'incendie sont effectuées au cours des opérations de vérification. L'exploitant a présenté le plan d'intervention (version 4 d'août 2012). Le plan contient notamment un plan des installations, les moyens de protection permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, les moyens de lutte contre l'incendie et les stratégies d'intervention en cas de sinistre. L'exploitant a affirmé que ce document a été transmis au SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4-Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance préventive
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : L'exploitant ne met pas en place des mesures de maintenance préventive adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie.
Observations : Interrogé sur la maintenance préventive, l'exploitant a indiqué qu'elle était réalisée annuellement jusqu'en 2019, avant la moisson par le service maintenance du groupe AXEREAL et par des entreprises extérieures. En mars 2019, les installations suivantes avaient été contrôlées : vis, transporteurs, élévateurs, tapis, calibreux, émotteur, écluse, tuyauterie, boîte de dérivation. Depuis, seules des actions curatives sont effectuées lors de la survenue d'un dysfonctionnement. Dans l'étude de dangers du site (effectuée en juin 2002 et complétée en décembre 2004 et janvier 2006), les facteurs Importants Pour la Sécurité (IPS) sont listés, dont un contrôle de maintenance annuel des contrôleurs de rotation de la tour (élévateur), des capteurs de déport de la sangle de la tour (élévateur) et de l'aspiration de poussières. Cet engagement n'est pas respecté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5-Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : Les non-conformités, relevées sur les installations électriques, ne sont pas levées dans les délais les plus brefs.
Observations : L'inspection a vérifié les 2 derniers rapports de contrôle des installations électriques effectués par un organisme de contrôle reconnu, les 11/01/2021 et 2/03/2022. La périodicité annuelle est respectée. En 2021, 8 non-conformités ont été relevées, dont 5 récurrentes. En 2022, 7 non-conformités ont été relevées, dont 2 récurrentes. L'exploitant a précisé qu'au jour de la visite d'inspection, aucune anomalie n'a été corrigée. Un bon de commande à un prestataire pour lever l'ensemble des observations a été signé le 18 mai 2022 et transmis à l'inspection. Il est précisé dans le rapport de vérification des installations électriques de l'année 2022 qu'aucun écart relatif à l'électricité statique et aux éventuels courants vagabonds n'a été relevé. L'organisme de contrôle a noté qu'il y avait une bonne résistance pour les prises de terre, une continuité satisfaisante du conducteur de protection des équipements électriques et de bonnes liaisons équipotentielles des éléments métalliques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6-Mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas de présence de tiers, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none">• en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ;• et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée). <p>Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">• être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables ;• et (excepté pour les transporteurs) ;• posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;• et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion.
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations : L'article 16 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2006 liste les découplages devant être mis en place au niveau des silos. Cf annexe (information sensible).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : 7-Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'ensemble des installations a été visité. Leur état était correct. L'inspection a constaté la présence de témoins d'empoussièrement (croix marquée à la peinture blanche au sol) à chaque étage de la tour de manutention. Une consigne de nettoyage est établie (version du 2/08/2012, référence CE 101). Selon cette consigne, le nettoyage doit être réalisé « aussi souvent que possible ou nécessaire ». Il « doit être immédiat dès que le témoin d'empoussièrement disparaît sous la poussière », et, a minima, trimestriel. Le responsable de site a précisé que la fréquence de surveillance est hebdomadaire pour le site de Montierchaume. L'enregistrement du nettoyage effectué sur le site se présente sous la forme d'un tableau comportant les semaines et les différents endroits qui font l'objet d'un nettoyage. Chaque nettoyage est formalisé par un trait, ce qui permet d'avoir une vision représentative du nombre de nettoyage des silos effectués par semaine. Le registre de nettoyage est visé par le responsable de site. Les opérations de nettoyage sont réalisées à l'aide d'une centrale d'aspiration. Conformément à la consigne CE 101, l'exploitant a indiqué que le balai est utilisé de manière exceptionnelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8-Mesures de prévention pour éviter un auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la température
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le suivi de la température des produits stockés est assuré par un système de silothermométrie fixe implanté au niveau des cellules de stockage pour le silo 3 (4 niveaux de mesures) et le silo 4 (6 niveaux de mesures). Les relevés de température sont archivés informatiquement. L'exploitant a expliqué que si un écart de température de 5 °C est constaté avec les valeurs mesurées la semaine précédente, la cellule est transilée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9-Installations de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection des appareils de manutention
Prescription contrôlée : Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de contrôleur de déport de bande.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les installations de manutention sont commandées par un logiciel de supervision. L'inspectrice a demandé à tester le double asservissement des installations de manutention à l'aspiration. Une simulation de dysfonctionnement de l'aspiration a permis de constater le bon fonctionnement du double asservissement. Dans ce contexte, aucun équipement de manutention du silo 4 à partir de la supervision n'a pu être mis en marche. Cet essai n'appelle pas d'observation particulière. L'inspectrice a vérifié le bon fonctionnement d'un contrôleur de déport de bande du transporteur à bande TR301 situé dans le silo 4. Après sollicitation du contrôleur, le transporteur s'est arrêté rapidement. Le test est concluant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet